

Prise de parole Collectif Droits des femmes 69 - 26 novembre 2022

Hier, vendredi 25 novembre marquait la journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

Aujourd'hui, nous défilons pour dénoncer ces violences et appeler à l'action.

Ces violences sont multiples et détruisent les vies des femmes, des minorités de genre et des enfants.

Quelques chiffres pour illustrer l'ampleur de ces violences. Violences que nous dénonçons sans cesse en l'absence d'une réponse acceptable des pouvoirs publics, par exemple quand le Conseil Régional supprime des subventions aux associations.

118. 118-féminicides chez nous, en France, au moment où nous écrivons ces lignes. Ces meurtres de femmes, parce qu'elles sont des femmes et quel que soit leur âge, nous montrent à quel point la violence des hommes tue, nous tue.

2 à 3 enfants par classe : le nombre d'enfants victimes d'inceste.

15 à 20 % des femmes et 4 % des hommes : le pourcentage d'adultes ayant déjà subi des violences sexuelles.

91 000 femmes en France, par an, victimes de viols ou de tentatives de viols, soit un viol ou une tentative de viols toutes les sept minutes. Le viol est aussi un arme de guerre dans tous les pays en conflit pour détruire les femmes et par là-même leur société, leur culture.

Ces violences nous tuent, elles nous terrorisent, elles nous attaquent dans nos maisons, dans nos couples, dans notre intimité : quand il te dénigre devant ses amis, quand il insiste pour un rapport sexuel, quand il te confisque tes papiers ou t'impose ses choix...

Ces violences sexistes et sexuelles s'insinuent au travail, quand un collègue fait une remarque graveleuse et sexiste, quand un supérieur hiérarchique trouve qu'il est "trop compliqué d'agir", quand un collaborateur ricane d'un air entendu, quand les femmes et minorités sont systématiquement moins payées et dévalorisées. Ne nous y trompons pas : les salaires systématiquement rabaisés sont une attaque à l'indépendance économique des femmes et donc à leur possibilité d'action contre ces violences.

Ces violences sexistes et sexuelles sont dans la culture du viol qui gangrène nos médias, nos films, nos séries, notre gouvernement : non, nous ne l'avons pas "bien cherché", non, "nos tenues ne sont pas un appel au viol et aux agressions" et non, il n'existe pas de passe-droit pour les "grands artistes" ou pour la "vie de jeune homme" du Ministre de l'Intérieur.

Ces violences sexistes et sexuelles sont aussi dans les cabinets médicaux, à l'hôpital, lorsque l'on ne nous écoute pas, lorsque l'on bafoue nos douleurs, nos maladies. Ces violences redoublent quand nous sommes anesthésiées, ou quand nos corps ne sont pas assez "conformes", pas assez minces, blancs, valides ou genrés comme il faudrait.

Ces violences sexistes et sexuelles sont dans la rue, à la télévision, au Parlement, lorsque l'extrême-droite parade, proscrit le droit à l'IVG, cherche à instrumentaliser nos luttes à des fins racistes ou attaque des rassemblements comme le rassemblement lesbien à Lyon en 2021.

Ces violences sexistes et sexuelles ne sont pas seulement des violences de genre. Elles s'inscrivent dans tous les autres rapports de domination : les personnes racisées, les personnes qui n'ont pas une identité ou une expression de genre conformes au modèle hétéro, les personnes qui n'ont la sexualité dominante,

les personnes en situation de handicap, sont plus et trop souvent attaquées, exotisées, fétichisées. C'est aussi le cas pour les personnes migrantes.

Prise de parole du collectif Migrant-e-s :

Parmi les dizaines de jeunes mineurs étrangers sans papier qui arrivent à Lyon, ceux qu'on appelle les mineurs isolés étrangers ou MNA, il y a des filles et il y en a de plus en plus.

Après un périple épuisant ces jeunes suite à un premier refus de la Métropole attendent pendant des mois que leur minorité soit finalement reconnue par un juge pour enfant, ce qui arrive dans 80 % des cas. Grâce à la pression des associations, des centres d'accueil avec des éducateurs/trices – les Stations 1 et 2- ont été ouverts pour héberger les jeunes pendant leur démarches en justice, cependant pas tous les jeunes, seulement les garçons !

Rien n'a été prévu par la Métropole pour les filles : ni Station, ni éducateur/trice pour elles.

Elles se retrouvent (comme de nombreux garçons d'ailleurs parce que le nombre de places en station est insuffisant) remises à la rue, sans aucun examens médicaux, sans aucun soutien psychologique, sans aucun accompagnement, les laissant à la merci des mêmes dangers et violences qu'elles ont déjà subies sur leurs parcours. Ce sont les associations et les collectifs qui les accompagnent et les hébergent.

De plus, le centre géré par forum réfugiés pour mettre à l'abri ces jeunes le temps de l'évaluation est lui aussi non-mixte, il n'accueille que des garçons.

Bref, elles n'existent pas pour les institutions !

Cette situation est inadmissible dans une Métropole qui se dit engagée contre les violences faites aux femmes. Il faut que des places soient créées au plus vite pour ces jeunes filles, qui doivent être mises à l'abri dès leur arrivée en France et jusqu'à la reconnaissance de leur minorité par le juge pour enfants.

Prise de parole d'une militante du Collectif Sans Papiers 69

La violence,

Dès que nous naissons comme femmes, nous vivons avec la violence jusqu'à la moelle. Nous avons ressenti la violence sexiste dans les entrailles de nos mères, parce qu'elles ont subi la violence lors de leur enfance, pendant leur vie adulte, et même pendant leur grossesse et leur accouchement.

Je veux dire que nous sommes nées, et avons ressenti la violence dans les entrailles de nos mères.

Plus nous grandissons, plus nous sommes exposées à la violence, la violence physique, verbale, et même la violence émotionnelle. J'appellerais ça la violence émotionnelle, parce que, le grand-père, le père, le

mari et le frère, même s'il est plus jeune que toi, et le fils aussi : ils te traitent tous violemment.

Pourquoi ?

Tout simplement parce que nous sommes une femme.

Et qu'une femme, soi-disant fragile, est pourtant contrainte d'accepter toutes formes de violence.

À cause de ce système inégalitaire fondé sur le patriarcat, nous, les femmes sans-papiers ici en France et dans tous les pays européens, nous souffrons aussi.

Aujourd'hui, nous sommes ici, loin de notre pays.

Nous avons pris des décisions de vie difficiles et fait de lourds sacrifices pour nous construire une vie décente. On a rêvé de justice en France, vivre enfin dans « la liberté, l'égalité, la fraternité ».

Mais que ce que nous constatons, c'est que nous souffrons ici de nouvelles formes de violence en plus de la violence conjugales et physique, sexistes et sexuelles qui ont toujours existé.

Nous subissons la violence de l'esclavage moderne, la violence sociale, la violence administrative, la violence institutionnelle.

Nous, femmes sans papiers, sommes pénalisées à cause de notre statut juridique.

Cette violence administrative détruit l'âme et l'esprit en même temps. Car la violence institutionnelle, en nous privant de droit de séjour, nous expose à toutes les autres formes de violences sexistes et racistes.

Plusieurs d'entre nous doivent travailler au noir et subir des violences.

Nous subissons des violences alors que nous rendons des bureaux et des établissements publics propres

D'autres parmi nous subissons des violences dans des domiciles privés où pourtant nous venons prendre soin des personnes, de bébés jusqu'aux personnes âgées.

Dans l'espace public, nous faisons face à la violence des regards et de la violence des chuchotements. Nous sommes indexées, pratiquement pointées du doigt, comme si nous étions des criminelles.

Nous subissons le harcèlement sexiste et raciste chaque jour sans pouvoir le dénoncer.

Nous subissons ces violences psychologiques dans la rue, dans les transports en commun, dans les hôpitaux, dans les espaces publics, dans les activités sportives.

Toutes ces violences sociales et psychologiques touchent même nos enfants !

Des dizaines de femmes seules et des centaines de familles dorment dans les rues de Lyon et des alentours avec leurs enfants scolarisés.

Nous exigeons de régler nos papiers pour échapper à la violence des regards des uns et à la violence des chuchotements des autres.

La France est présentée partout dans le monde comme le pays des Lumières.

La France proclame être un pays pour la liberté, l'égalité, la fraternité.

Alors je croyais que la France était un pays où les droits de toutes les femmes et de tous les hommes étaient respectés. Je croyais que la France était un pays de justice.

Aujourd'hui, nous les femmes sans-papiers, nous ne demandons que justice.

Nous voulons créer ensemble une société juste et libre.

Nous voulons vivre dignement dans cette société.

Nous voulons travailler et nous protéger de ces regards méprisants.

Nous souhaitons vivre en paix, sentir que nous sommes comme les autres.

Nous, femmes sans-papiers, nous avons le droit à une vie décente.

Nous voulons et demandons la régularisation de toutes les femmes qui n'ont pas les bons papiers

Nous appelons à la solidarité et à la sororité

Soyons toutes unies contre les violences de toutes sortes faites aux femmes.

Nous appelons à la solidarité contre le racisme institutionnel et institutionnalisé que nous subissons chaque jour.

Toutes ensemble pour la justice

Des papiers pour toutes et tous

Un logement pour toutes et tous

Et fermeture des CRA

Reprise de parole du CDF69

Ces violences sexistes et sexuelles terrifient nos proches, nos mères, nos sœurs, nos filles, nos amoureuses, nos amies, nos camarades. Elles détruisent notre confiance en nous, celles de nos mères, de nos soeurs, de nos filles, nos amantes, nos amoureuses, nos amies, nos camarades.

Mais nous ne sommes pas seules.

Nous sommes des milliers, des millions, des milliards et nous crions ensemble que nous ne sommes pas quantité négligeable. Nous sommes la moitié de l'humanité, nous avons droit au respect. Nous ne sommes

pas des corps dont pourraient disposer nos maris, nos pères, nos frères, nos patrons, nos amis, nos camarades. Nous luttons contre ces violences, faites aux femmes, aux minorités de genre, aux enfants, contre le racisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie, le validisme, ici et partout.

Nous sommes fortes, nous sommes féministes, nous sommes solidaires.

Comme les milliers de militantes en Amérique Latine, femmes et minorisées de genre, qui récemment ont obtenu le droit à l'IVG, nous nous battons. Nous dénonçons les féminicides de grande ampleur au Mexique, le meurtre d'Alba Bermeo, assassinée enceinte comme deux autres militantes avant elle, car elle se battait contre des activités minières en Équateur qui sont en train de détruire la forêt. Etre Femme et militante aggrave notre cas aux yeux de ceux qui veulent maintenir l'ordre établi.

Prise de parole du collectif Parchadxs

Bonjour, je m'appelle Maria.

Je suis arrivée en France il y a deux ans. Il y a 1 an et demi que je l'ai rencontré.

Nous avons commencé à partager nos vies ensemble. Ses amis sont devenus mes amis, sa famille la mienne.

Tout était magique. J'ai commencé à faire des choses avec lui que je n'avais jamais imaginé.

Nous avons déménagé ensemble et de manière soudaine il a imposé ses règles.

Je ne pouvais plus sortir avec mes amis, il m'imposait son dress code pour sortir et au fur et à mesure je perdais contact avec ma famille. Impossible de le contester. Si je le faisais, il s'énervait.

Il me reprochait de ne pas apporter suffisamment d'argent au foyer. Il en profitait à chaque fois pour me rappeler que si j'avais mes papiers pour être en France, c'était grâce à lui. Je n'avais pas donc le droit de dire quoi que ce soit ; il avait raison, je n'avais pas le droit. Tout ce que j'avais c'était grâce à lui.

Donc s'il s'énervait c'était de ma faute. Tout était de ma faute. Il ne me faisait voir que mes défauts.

Il m'a tellement répété que tout le mal était de ma faute, que j'ai fini par y croire... Sa mauvaise humeur, ma faute, les bouteilles contre le mur, ma faute, les bleus sur mon corps, ma faute, le sexe forcé, ma faute, être à l'hôpital, ma faute.

Sa famille et ses amis n'ont dit même pas un mot sur les bleus dans mon visage. Le jour qu'il m'a envoyé à l'hôpital tout le monde était d'accord pour dire que c'était un accident.

Lorsqu'il me criait en public, personne n'intervenait. Sa mère disait que j'étais trop rebelle et contestataire ; vu qu'il me donnait tout le nécessaire il fallait mieux que je sois plus douce et reconnaissante (elle voulait dire être plus soumise).

Son père était incapable de me regarder dans les yeux, spécialement lorsqu'il me voyait pleurer ou lorsque j'avais le visage couvert de maquillage.

Sa sœur était la seule à me demander pourquoi j'étais avec lui ; mais lorsqu'elle voyait un signal de violence sur mon corps ou lorsqu'il commençait à me crier dessus devant d'elle, elle décidait ne plus m'adresser la parole pendant des semaines. Elle disait que c'était pour me protéger.

Finalement ses amis le justifiaient en me disant qu'il avait du caractère et qu'il avait une manière bizarre de montrer son amour, mais qu'il m'aimait vraiment, qu'il n'avait jamais duré autant de temps avec nana ; et cela voulait dire que je comptais pour lui.

Ça faisait plus d'un an que je ne parlais pas avec ma famille. Il disait qu'à chaque fois que je parlais avec eux je devenais trop difficile à supporter (aujourd'hui je crois qu'il voulait dire que je devenais trop difficile à manipuler). La dernière fois qu'ils ont pris de mes nouvelles c'était par un appel d'une amie à moi qui leur annonçait mon décès.

Je suis morte par asphyxie. Je me suis asphyxié avec mon propre sang. Il m'a tellement tabassée que mon visage était impossible à reconnaître, ce qu'a dit la police. Je suis morte le jour où j'ai décidé de rentrer dans mon pays. J'étais enceinte. Je sortais avec mes valises de l'appartement et je l'ai croisé, il arrivait plus tôt du boulot, pas de chance. Il n'a pas pu supporter l'idée que je le quitte. Donc, il a décidé de me tuer.

On peut être toutes Maria.

Tu n'es pas seul.e, n'hésite pas à demander de l'aide.

Si necesitas ayuda contáctanos.

Je te crois

Si tu parles je te crois, on dénonce, nous cherchons justice.

Tú hablas, yo te creo, denunciaremos, justicia.

Reprise de parole du CDF69

Comme des millions de personnes, nous sommes solidaires des femmes iraniennes.

Intervention du Collectif des Etudiant.es Iraniennes de Lyon

Les protestations actuelles suite au décès de Mahsa Amini (Jina Amina) le 16 septembre dernier, torturée et tabassée à mort par la police des mœurs, portent sur les droits des femmes et contre l'obligation du hidjab. Elles sont indissociables du rejet du régime politique lui-même, celui de la République Islamique, qui fait l'objet d'une contestation d'une ampleur et d'une radicalité inédites.

La révolte actuelle s'inscrit dans les résistances individuelles et collectives des Iranien.nes de plusieurs décennies. Au centre de cette révolte, le slogan « Femme Vie Liberté » symbolise la lutte contre l'apartheid de genre imposé depuis 40 ans par le régime aux Iraniennes. Ce slogan condense les aspirations de l'ensemble des Iranien.nes à la liberté et le rejet du régime théocratique dictatorial. Le porte de voile en Iran, considérée dans l'opinion publique comme l'appareil politique-idéologique et l'expression du fondamentalisme patriarcal d'un Etat Islamique, est contesté dès lendemain de la Révolution 1979 en Iran. C'est donc l'insurrection en cours n'est pas contre le voile mais contre l'obligation de porter le voile. Pourtant ce mouvement est un espace de lutte contre les inégalités et les discriminations. Aux slogans féministes, s'ajoutent des revendications plus anciennes des minorités nationales (les turcs azerbaïdjanais, les kurdes, les arabes, les baloutches, les turkmènes, les lors et les guilaks qui comprennent presque la moitié de la population du pays), qui jouent un rôle essentiel dans ces protestations en cours.

Depuis le 17 septembre plus de 350 personnes ont été tuées, parmi lesquelles se trouvent 50 mineurs de moins de 18 ans, suite à une répression meurtrière qui touche particulièrement certaines aires géographiques et certaines populations marginalisées. Mieux comprendre ce mouvement contestataire nécessite une approche intersectionnelle, car nous assistons à la convergence des luttes sociales derrière la cause des femmes qui va de pair avec l'apparition d'une nouvelle génération militante, de nouvelles revendications et de nouvelles formes d'action. L'insurrection en cours peut déboucher sur une situation révolutionnaire. La contestation s'est étendue à plusieurs régions et villes du pays. Des grèves ont lieu dans différents secteurs. De nombreuses et nombreux étudiant.es, enseignant.es, artistes, avocat.es, journalistes, mais aussi lycéen.nes et collégien.nes sont dressé.es contre le régime. Pour isoler les contestataires et empêcher la diffusion des informations, le régime coupe les réseaux internet, même s'il n'y parvient que partiellement. La poursuite et l'amplification des mobilisations montrent la détermination des Iranien.nes à en finir avec le régime dictatorial.

Dans ce contexte, la solidarité internationale est nécessaire. Afin de soutenir la lutte dans notre pays d'origine, nous, étudiant.es iraniennes à Lyon, nous sommes constitué.es en collectif : le Collectif des Étudiant.es Iraniennes de Lyon (CEIL). Nous faisons appel à la solidarité de la diaspora iranienne, des organisations féministes, syndicales, de droits humains, anti-racistes, des partis de gauche, des étudiant.es, des travailleur.ses. Nos slogans seront « Femmes, Vie, Liberté », « Solidarité avec la lutte des Iraniennes », « Solidarité avec la lutte du peuple iranien », « À bas le régime de la République islamique ».

Reprise de parole du CDF69

Comme des millions de personnes, nous réclamons ici et maintenant :

- Un accueil et un accompagnement dignes, sécurisés et facilités pour toutes les personnes victimes de violences intrafamiliales, avec un renforcement du nombre et des budgets pour les structures d'accueil
- Un accueil et un accompagnement dignes, sécurisés et facilités pour toutes les personnes qui fuient des dictatures où la liberté de choix n'existe ni pour les femmes ni pour les minorités de genre
- Des moyens pérennes pour la prévention des violences, et non des discours creux, et pour que soit enfin appliqué la loi de 2001 sur les interventions en milieu scolaire pour l'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle
- Des moyens pour une politique culturelle et éducative antisexiste ambitieuse.
- Des moyens pour la santé mentale et la reconstruction, avec une réelle prise en charge des psychotraumatismes par notre système de santé
- La formation de toutes les professionnel-le-s de santé au consentement et à la prise en compte de la diversité des corps et des identités,
- La formation de toutes les professionnel-le-s de l'éducation et de l'enfance à la détection et à la prise en charge de la parole des victimes,
- La formation des toutes les professionnel-le-s de la police et de la justice pour que cessent l'humiliation systématique des victimes et l'impunité des auteurs.
- L'inscription du droit à la contraception et à l'IVG dans notre constitution, pour que cela devienne un droit inaliénable. Nous saluons le vote du 24 novembre de l'assemblée nationale sur le sujet, même si nous savons toutes et tous que la bataille n'est pas terminée.

Nous pouvons changer le monde toutes et tous ensemble.

Pour nos sœurs assassinées, meurtries, violées, ni oubli ni impunité !

Nous sommes les petites filles des sorcières que vous n'avez pas pu brûler,

alors il est temps de crier notre colère !

A bas, à bas le patriarcat !